



Cahiers d'Asie centrale

13/14 | 2004

Gestion de l'indépendance et legs soviétique en Asie centrale

L'émergence de nouveaux pouvoirs locaux sur les cendres d'un kolkhoze kirghize (oblast de Naryn)

Boris Pétric, Svetlana Jacquesson, Jean-François Gossiaux et André Bourgeot



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/asiacentrale/149>

ISSN : 2075-5325

Éditeur

Éditions De Boccard

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2004

Pagination : 21-44

ISBN : 2-7449-0444-9

ISSN : 1270-9247

Référence électronique

Boris Pétric, Svetlana Jacquesson, Jean-François Gossiaux et André Bourgeot, « L'émergence de nouveaux pouvoirs locaux sur les cendres d'un kolkhoze kirghize (oblast de Naryn) », *Cahiers d'Asie centrale* [En ligne], 13/14 | 2004, mis en ligne le 23 avril 2009, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/asiacentrale/149>

L'émergence de nouveaux pouvoirs locaux sur les cendres d'un kolkhoze kirghize (oblast de Naryn)

Au moment de l'effondrement de l'URSS, le Kirghizstan fait figure d'exception en Asie centrale post-soviétique. Le système politique qui se met en place autour du nouveau président Askar Akaev est alors décrit comme un "îlot démocratique" dans un environnement centrasiatique autoritaire. Les commentaires des analystes politiques tendent à suggérer que l'on a assisté à une véritable circulation du pouvoir garantissant la construction d'un système politique en voie de "démocratisation". Le Kirghizstan est présenté par les organisations internationales comme un exemple à suivre pour ses réformes politiques mais aussi économiques¹. Ayant adopté le "consensus de Washington"² et les nombreuses recommandations du FMI, de la Banque mondiale et d'autres organisations internationales, l'économie kirghize n'est plus directement administrée de façon étatique. Le processus de privatisation en vue de la mise en place d'une économie de marché a été accompagné par un désengagement radical de l'État, notamment dans l'agriculture. Cela s'est traduit au niveau local par la suppression de l'institution centrale du monde rural soviétique³, le kolkhoze, et, au plan national, par la réorientation d'une production qui était auparavant inféodée à l'élevage de moutons de races lainières. Nous proposons dans cet article⁴, après avoir analysé les conditions du démembrement d'un kolkhoze d'élevage dans la région de Naryn⁵, de présenter les acteurs locaux qui se détachent dans le nouveau contexte socio-politique. Le choix kirghize⁶ - contrairement à celui de son voisin ouzbek - d'adopter une prétendue "thérapie de choc" se caractérise-t-il par le fait que l'État n'a plus de rôle à jouer et par une véritable libéralisation⁷ de l'économie rurale ? Après plus de dix ans de "transition", assiste-t-on à l'émergence de nouvelles figures du pouvoir au niveau local, à la naissance de nouveaux rapports sociaux dans l'espace rural ?

L'héritage soviétique : le cas du kolkhoze de Koï

Avant d'aborder la situation actuelle, il faut souligner que la population de transhumants de la vallée de Naryn, où ont été menées les enquêtes, s'est répartie dans différents villages depuis peu, résultat d'un processus de sédentarisation et de concentration démographique organisées par le pouvoir soviétique. En effet, le mode d'habitat concentré sous forme de village est un phénomène social relativement récent dans cette région. Particulièrement éloignés du pouvoir de Moscou et même de Frounze – première garnison militaire russe devenue aujourd'hui la capitale du jeune État kirghize sous le nom de Bichkek – les Kirghizes de la vallée de Naryn pratiquaient une transhumance⁸ les conduisant à vivre sur un espace circonscrit l'hiver [*kish-too*]. Cependant, les éleveurs ne se regroupaient pas de manière dense. Dans ce vaste territoire, plusieurs groupes de yourtes [*ayi'l*] occupaient un espace défini par l'occupation du sol d'un lignage [*uruu*]. L'été, ces groupes convergeaient vers les hauteurs pour faire pâturer les troupeaux autour du lac Song-Köl (3 200 mètres). Ce système social⁹ garantissait des droits en fonction de l'appartenance à des entités politiques et économiques dirigées par des *manap* (chefs). L'instauration du pouvoir soviétique dans les années 1920 a considérablement modifié leur mode de vie, mais aussi leur rapport à l'espace.

Dans le système soviétique¹⁰, l'accès aux richesses était toujours conditionné en fonction d'un statut qui ne reposait plus sur l'appartenance à un lignage mais sur le rattachement à une institution sociale. Par exemple, appartenir à un kolkhoze déterminait l'accès à la terre, au travail, à l'éducation ou encore à la santé. Le kolkhoze faisait ainsi figure d'"institution sociale totale" car il permettait d'accéder aux ressources et aux autres espaces sociaux clés de la nouvelle société kirghize soviétique.

Avant la création du kolkhoze, qui ne prend forme que dans la première moitié des années 1950, la population kirghize de la vallée de Naryn vit sur un espace où cohabitent différents groupes mais qui ne se concentrent pas sur le modèle du village. Au début des années 1930, le pouvoir soviétique crée dans une première étape des associations de travail (TOZ)¹¹ qui continuent souvent à regrouper des membres d'un lignage¹². Dans une seconde étape, ces TOZ sont regroupés au sein d'une seule entité : le kolkhoze. On procède dans une troisième étape au remembrement des kolkhozes de petites taille, qui est l'illustration d'une décision politique générale impulsée par Khrouchtchev [*sbliženie*] pour créer des unités de populations et de production plus grandes. Il faut donc préciser que la formation de ce kolkhoze n'est pas la transcription d'un système identitaire traditionnel mais un regroupement de populations variées qui doivent impérativement coopérer dans l'organisation de la vie économique. La création d'un tel centre repose sur la volonté de casser le rapport que ces populations avaient noué à l'espace en utilisant dans un premier temps l'école pour attirer les populations environnantes.

Ensuite, le kolkhoze, en tant que centre d'activité économique, s'impose à la population par sa modernisation. Habitat et scolarisation seront deux facteurs déterminants dans la constitution d'un nouveau mode de vie : le village-kolkhoze. L'électrification, la mécanisation de l'agriculture, la spécialisation de l'économie, le développement de maisons en dur vont progressivement persuader les Kirghizes de se sédentariser et d'adopter ce nouveau mode de vie. Le kolkhoze se construit sur les campements d'hiver et réunit une population inédite engendrant des nouvelles formes de solidarité. La modification de l'occupation de l'espace, de l'organisation de la résidence et du travail ont logiquement modifié les relations d'autorité et de pouvoir au sein de cette nouvelle unité sociale¹³.

La structure du pouvoir au kolkhoze

Cette nouvelle unité économique, sociale et politique est administrée par un président qui gère plusieurs brigades se répartissant les différentes tâches. À la naissance du kolkhoze, une brigade regroupe souvent un ancien TOZ que l'on associe en général à un lignage. Rapidement, le développement de l'éducation permet de renouveler les équipes et d'organiser progressivement le travail non plus en fonction d'une appartenance identitaire mais en fonction des compétences. C'est ainsi que les tâches sont de plus en plus spécialisées et rationalisées, entraînant une forte dépendance entre les différentes brigades du kolkhoze.

Le *bashkarma* (président du kolkhoze) est la figure principale de ce nouvel espace social¹⁴ qui dépasse en général l'influence sociale qu'avait un chef traditionnel sur un *ayıl*. Il est élu pour trois ans par les kolkhoziens mais sa nomination dépend en réalité du comité exécutif régional. Les archives de Koï montrent que les présidents successifs du kolkhoze étaient tous des Kirghizes originaires de la région d'Aktalaa. L'autre figure importante du paysage social et politique du kolkhoze est le *partorg* (responsable du parti), qui a cependant beaucoup moins de pouvoir que le *bashkarma* car il n'a aucune prise sur les ressources économiques. Il veille à la loyauté du président et observe si les décisions locales sont en conformité avec l'idéologie et les directives centrales. Il joue également un rôle non négligeable dans les promotions des kolkhoziens par ses recommandations auprès des autorités locales ou régionales. Les différents *partorg* de Koï étaient également natifs de la région, ce qui renforçait leur légitimité sociale.

Enfin, le président du *sel'sovet* (conseil rural) apparaît comme une nouvelle figure de pouvoir à la suite de la réforme de 1968. Il doit contrôler les entreprises locales mais, dépourvu de ressources financières, il ne peut se placer au-dessus des présidents de kolkhozes ou de sovkhoses et dispose donc en fait de peu de pouvoir. Pendant plusieurs années, c'est une femme, originaire de Naryn, et mariée à un kolkhozien, qui occupe cette fonction. Le président du kolkhoze s'impose comme la figure incontournable du pouvoir

car il contrôle l'accès aux moyens de production et distribue les ressources à l'intérieur du kolkhoze, tandis que les responsables du parti et du *sel'sovet* disposent certes d'une autorité morale mais ne jouent qu'un rôle mineur pour distribuer le travail, permettre l'accès à l'école ou à l'université. La fonction de *partorg* s'apparente dans certains cas, à Koï, à une position servant de tremplin pour accéder par la suite au poste de président du kolkhoze.

Il faut souligner que la rationalisation progressive de l'élevage a entraîné une importante mobilité des spécialistes : des agronomes, des zootechniciens, des vétérinaires, des mécaniciens et des instituteurs sont envoyés dans les nouveaux kolkhozes. Dans les années 1970, le kolkhoze accueille donc un certain nombre d'allogènes venus d'autres localités. On note la présence de quelques Russes et Allemands n'ayant toutefois pas joué un rôle clé dans la mise en place du pouvoir soviétique. Contrairement à certaines idées reçues, ce sont donc les Kirghizes qui assurent la mise en place du système soviétique dans la région d'Aktalaa. Pendant près de quarante ans, les présidents du kolkhoze seront systématiquement choisis parmi les natifs de la région ; ils s'appuieront donc à la fois sur leur légitimité locale et sur leur formation dans les institutions soviétiques pour organiser la nouvelle division du travail. Le kolkhoze de Koï est chargé de contribuer au développement de la production de laine, conformément à la fonction économique qui a été dévolue à la République kirghize dans la planification soviétique. Ce kolkhoze est l'un des éléments d'une structure économique plus vaste (combinat de transformation, marché etc.).

Dans ce système, l'organisateur des forces économiques, le président du kolkhoze, est le personnage central non seulement au niveau économique mais aussi politique. Il tire sa légitimité de son rôle d'interface entre le local et le centre, de celui d'intermédiaire incontournable pour les individus qui, vivant sur le territoire du kolkhoze, veulent accéder aux ressources. Il détient un pouvoir qui s'exerce au quotidien et génère des relations de dépendance univoque. Cette description rapide du kolkhoze soviétique¹⁵ montre que, pour analyser les processus en cours et comprendre les recompositions actuelles, il ne faut pas dissocier les figures du pouvoir économique de celle du politique. Nous proposons donc ici de partir de figures existantes pour comprendre comment s'est opérée la liquidation du kolkhoze et cerner les acteurs qui sont à l'origine de la redéfinition des relations de pouvoir dans le Kirghizstan rural post-soviétique.

Perestroïka et indépendance : l'organisation du dépeçage du kolkhoze

La transition vers une économie de marché est annoncée lors du XVIII^e congrès du PCUS en 1990, lors duquel de nombreuses discussions amènent à des réformes radicales du système soviétique. Les réactions des républiques centrasiatiques, dont le Kirghizstan, sont loin d'être enthousiastes. Ainsi, le

Soviet suprême kirghize délibère de l'orientation à prendre et conclut dans un rapport du 20 octobre 1990 que les modes et les rythmes de privatisation suggérés par Moscou rappellent la collectivisation intempestive des années 1930. Malgré les difficultés – insuffisance des terres arables, absence de secteur agro-industriel et de ressources pour y investir –, un cadre législatif est créé pour faciliter le passage vers une économie de marché¹⁶.

Le remplacement du Premier secrétaire du PC par le nouveau président de la république kirghize, Askar Akaev, modifie le cours des événements. Cet ancien Académicien choisit en effet rapidement, à l'instar des libéraux russes, la voie de la "thérapie de choc" et sa décision s'inscrit dans la logique des recommandations données par les organisations internationales qui encouragent l'État kirghize à se désengager de l'économie. La première loi, datant du 19 avril 1991, porte sur la réforme agraire ; elle est suivie par la mise en place des principes généraux de la privatisation et de la création des exploitations privées agricoles¹⁷.

La réalisation des différentes réformes se complique avec l'effondrement de l'URSS, la libéralisation des prix par la Russie en 1992 et la nécessité de mettre en place une nouvelle monnaie nationale, le *som*. Jusqu'en 1993-1994, l'orientation des réformes agraires est très indécise, ce qui crée un écart entre les dispositions législatives et les comportements au niveau local, visant à préserver les structures économiques existantes. En revanche, l'abandon du plan d'État se traduit par l'interruption brutale des débouchés des principaux produits d'élevage. Les kolkhozes commencent à être réorganisés sous trois formes principales : société par actions, coopérative entre kolkhoziens, division pure et simple de la propriété collective entre les membres du kolkhoze. Le gouvernement kirghize¹⁸ reprend l'initiative en 1993 dans un contexte bien différent. De fortes pressions internationales poussent le Kirghizstan à organiser rapidement la privatisation des terres en créant un marché foncier et ce, malgré les résistances locales. En effet, un important bémol est donné à la thérapie de choc par le maintien du *Gosfond* (fonds foncier d'État), qui permet de contrôler la distribution des terres aux citoyens sous forme de baux assurant à l'État et à ses représentants un rôle encore important dans l'agriculture et l'élevage.

Au-delà de sa fonction économique, le kolkhoze jouait un rôle politique et social important, et sa remise en cause a nécessité une réforme des institutions. Les premiers soviets locaux créés dans la hâte en 1992¹⁹ ont été transformés en "autorités locales d'autogestion" qui préfigurent la naissance d'une nouvelle organisation du pouvoir politique. Dans un premier temps, les autorités locales se sont heurtées aux pouvoirs du président de kolkhoze, encore présent dans l'espace rural, alors que ses anciens satellites – le *partorg* et le président du *sel'sovet* – disparaissent rapidement. La question budgétaire reste centrale et la réforme n'accorde pas véritablement d'autonomie de décision aux représentants locaux, conférant un pouvoir plus important au chef du kolkhoze. La loi de 1996 donne naissance à un véritable pouvoir

local avec la création de l'*ayıl ökmötü*²⁰. Cette loi intervient à une période où toutes les fermes collectives ont été transformées sous une forme ou une autre. La distribution des biens, option choisie à Koï, illustre l'une des formes de transformation des kolkhozes dans le Kirghizstan post-soviétique.

L'émergence d'un pouvoir politique autonome

Dès l'indépendance, le gouvernement kirghize prend donc une série de mesures législatives pour mettre en place les "organes autonomes de pouvoir"²¹. La première loi montre que le pouvoir kirghize s'inspire des débats et des décisions prises par la Douma russe en matière de politique locale. Le Parlement kirghize nomme tout d'abord de nouvelles autorités locales, les autorités municipales autonomes [*municipal'noe samoupravlenie*]²², comme en Russie, attestant que les élites kirghizes sont encore attentives aux débats et à l'influence de l'ancien centre²³. Ces nouveaux pouvoirs locaux, aussi bien en zone rurale qu'urbaine, vont prendre leurs formes définitives à travers une série d'amendements.

Dans l'espace rural, le cadre juridique se définit de manière plus précise avec la loi sur les fonctions du président de l'*ayıl ökmötü*, le nouveau chef du village²⁴. Le choix sémantique symbolise l'importance d'une nouvelle influence, celle des organisations internationales²⁵. En effet, leur intervention s'inscrit dans une volonté de valoriser une tradition politique autochtone retrouvée dans le processus de "démocratisation". La notion de "municipalité" est alors abandonnée au profit de celle, plus traditionnelle, d'*ayıl ökmötü* : *ayıl* signifie "campement, village", *ökmöt* "gouvernement". Dans un premier temps, le conseil de village [*ayıl kengesh*] joue un rôle important dans les prises de décision. La disparition de la figure traditionnelle du pouvoir rural, le *bashkarma*, favorise une personnalisation du pouvoir qui est alors incarnée par le président de l'*ayıl ökmötü*. Dans la plupart des cas, son champ de compétence s'exerce sur le territoire de l'ancien kolkhoze ; cependant, ce n'est plus l'unité de production kolkhozienne qui définit l'identité d'un groupe de population mais l'appartenance à un village.

Pour mener à bien cette réforme de passation de pouvoir, l'État kirghize s'appuie sur des fonctionnaires ayant eu auparavant des attributions politiques au niveau local²⁶. Le premier président de l'exécutif local de Koï représente cette catégorie d'acteurs qui ont assuré la mise en place des nouveaux pouvoirs locaux. Melis est né dans le kolkhoze de Koï ; après avoir fait des études d'agronomie à Bichkek, il a successivement travaillé comme fonctionnaire de l'administration du *rajon* à Baetov (chef-lieu du *rajon* d'Aktalaa) et comme Premier secrétaire des Komsomols avant de prendre la direction d'un kolkhoze situé à quelques kilomètres de Koï.

Un élément déterminant oriente son choix ainsi que celui de nombreux citoyens kirghizes après l'indépendance : le gouvernement souhaite mettre fin à la propriété collective et décide de distribuer une partie des terres arables, non pas en fonction du lieu de travail, comme souvent dans l'espace

post-soviétique, mais en fonction du lieu de naissance. À l'image de nombreux autres citoyens kirghizes, Melis ne reste donc pas sur son lieu de travail mais revient dans son kolkhoze natal pour exploiter sa nouvelle terre. Il se fait nommer par l'administration régionale pour présider et mettre en place le nouvel *ayil kengesh*. L'une de ses premières tâches consiste à trouver un nom au village naissant, qui s'identifiait auparavant au kolkhoze. Une commission toponymique est chargée de faire des propositions à l'administration qui retiendra finalement le nom d'un barde local²⁷. Avant la mise en place des conseils de villages, il y eut des organes provisoires [*ayil komiteti*], chargés de la réorganisation des kolkhozes et présidés par le chef du kolkhoze. Pendant cette période, de nombreux articles de la presse locale se font l'écho des résistances des kolkhoziens face aux changements envisagés²⁸.

Comme les autres personnes nées sur le territoire du kolkhoze, le nouveau responsable des autorités locales récupère sa quote-part de terres [*ülüş*]²⁹ ainsi que celles de ses enfants et de sa femme. Cette opération lui permet de concentrer trois hectares de terre arable et plusieurs dizaines de moutons qui lui ont été attribués lors du partage du cheptel vif du kolkhoze. Pour la distribution du troupeau, le président du kolkhoze a également tenu compte des années travaillées [*staž*] au kolkhoze. Il rachètera plus tard l'ancien magasin d'État du kolkhoze. Il devient rapidement l'un des premiers fermiers privés de la région. Au début de l'indépendance, le gouvernement kirghize veut promouvoir l'initiative privée en attribuant des terres aux plus entrepreneurs. Melis nous précise : « Akaev a publié un *oukase* pour proposer de donner vingt-cinq hectares de terres aux premiers fermiers privés. J'ai fait une demande officielle, mais au niveau local le président du kolkhoze et l'*akim* ont fait barrage. J'ai porté réclamation auprès de la Présidence et j'ai finalement obtenu les vingt-cinq hectares de terre irriguée en location auprès du *Gosfond*. »

Melis et quelques villageois souhaitent s'appropriier les biens matériels du kolkhoze et remettent alors en cause la suprématie du *bashkarma* dans l'affectation des ressources économiques. Le discours politique et les mesures législatives du gouvernement en faveur du développement de la propriété et de l'exploitation privée rencontrent des résistances locales qui tendent à modifier radicalement les interprétations faites des orientations économiques officielles. La thérapie de choc a indéniablement touché une partie de l'économie kirghize mais ne concerne pas la transition du secteur agricole, dont l'État kirghize s'est désengagé de manière progressive. Le kolkhoze d'élevage de Koï n'a donc pas fait l'objet d'une appropriation exclusive opérée par une seule personne, comme cela s'est vu ailleurs dans l'espace post-soviétique. De plus, les ressources clés (terres arables, irriguées, pâturages) sont restées sous le contrôle de l'État ou des autorités locales.

Melis, le premier président de l'exécutif local, entre alors en conflit avec le président du kolkhoze, qui s'oppose à une liquidation rapide de celui-ci. Leur désaccord ne porte pas tant sur la question du maintien du kolkhoze que sur

les procédures de distribution des ressources. C'est ensemble qu'ils doivent cependant organiser le démantèlement du kolkhoze. Ils tiennent tous deux à profiter personnellement de leur position dans cette phase décisive pour s'attribuer les terres les plus rentables mais aussi ce qui sert à la production comme les bâtiments, les machines agricoles etc.

Le démantèlement du kolkhoze

Après une période indéfinie qui va jusqu'en 1994, le démantèlement du kolkhoze de Koï s'accélère. En 1995, le cheptel vif est partagé entre les kolkhoziens en fonction de leur ancienneté, et donc de leur travail : un mouton pour trois ans de travail, un bovin ou un cheval pour six ans de travail à partir de 1964. Aujourd'hui, quelques kolkhoziens reprochent aux autorités locales d'avoir attendu qu'une bonne partie du cheptel soit liquidée et de n'avoir organisé la distribution qu'au moment où le troupeau avait perdu près de 65 % de son effectif³⁰. Dans cette confusion, il n'est pas improbable que d'anciens responsables de l'époque soviétique aient su profiter de leur ancien statut pour satisfaire leurs intérêts personnels, accumuler un capital et racheter certains moyens de production stratégiques (bergeries, moulins, moissonneuses-batteuses etc.)

Dans cette situation de pénurie (raréfaction de l'essence et des moyens de transport), le territoire du kolkhoze se rétrécit et les pâturages les plus lointains sont abandonnés. Les bâtiments qui, lors du démantèlement, avaient été attribués à des groupes de cinq à dix personnes ont été démontés et les matériaux, en particulier le fer, vendus en Chine. Le kolkhoze disposait de bergeries chauffées mais le prix et les fréquentes coupures d'électricité en ont rendu l'usage impossible. Le parc technique du kolkhoze n'a été privatisé qu'en 2000 ; il a été transféré à l'*ayıl ökmötü*, qui a organisé un système de location avant de s'en séparer définitivement³¹.

Le territoire du kolkhoze était composé de plus de 45 000 hectares de terres et se divisait en terrain bâti, lopins privés (163 ha), terres arables (1 585 ha), pâturages de proximité (19 000 ha), et estivages (3 000 ha). En tout, plus de 1 400 ha de terre arable ont été distribués aux villageois et 111 ont été classés dans le *Gosfond*. La loi sur la répartition des terres en fonction du lieu de naissance a favorisé le regroupement familial. Les villageois ont obtenu l'accès à la terre à travers un droit d'usage car, même si, à la suite d'un référendum en 1998, la propriété privée de la terre a été reconnue par la Constitution, un moratoire de cinq ans gèle la situation concernant les terres agricoles. Le maintien du *Gosfond* permet donc à l'État de contrôler la distribution de la terre par l'intermédiaire de baux de location. Dans le nouveau code foncier kirghize, les pâturages ne peuvent pas être privatisés et l'État en transfère la gestion aux autorités locales (le *rajon* ou l'*oblast*).

Au-delà du cadre législatif, il est important de comprendre le rôle des anciennes élites dans la répartition des richesses du kolkhoze et la distribution des terres qui restent la propriété de l'État kirghize. Melis décide de quitter son poste de président de l'exécutif local en 1998, au moment où la liquidation du kolkhoze est achevée. Il veut se consacrer à ses activités privées de fermier et de commerçant : « Je suis parti de moi-même car il n'y avait pas suffisamment de lois claires, je n'avais pas de moyens et puis la dette du kolkhoze a été transférée aux pouvoirs locaux sans que l'on puisse avoir des recettes pour la payer, j'ai donc préféré me consacrer à ma nouvelle activité de fermier privé. »³²

Si une partie des terres a effectivement été privatisée après l'indépendance, une partie du foncier continue à être gérée par le *Gosfond*, qui propose des baux aux villageois. L'État garde ainsi un rôle majeur dans l'activité économique grâce au contrôle de ces terres irrigables et arables, même si les structures collectives de production ont disparu dans les années 1995-1996. C'est l'*ayıl ökmötü* qui a le pouvoir de distribuer ces terres, ce qui lui confère un pouvoir important au niveau local. La superficie des terres cultivables est limitée dans cette zone de haute montagne et, malgré une faible densité de population, des tensions peuvent rapidement apparaître, provoquées par l'utilisation et la répartition des terres irrigables.

Amir : le nouveau pouvoir officiel local

Le rôle du président de l'exécutif local a été décisif dans l'attribution des baux fonciers à long terme dépendant du *Gosfond*. Son rôle tend à évoluer après le démantèlement du kolkhoze. Dans une région comme Naryn³³, le président de l'exécutif local devient un personnage central de la vie sociale locale. Il est nommé par l'administration du *rajon* comme l'un de ses représentants chargé d'exécuter sur place les nouvelles dispositions législatives en vue d'un désengagement de l'État du secteur économique. Il se substitue peu à peu au *bashkarma*, sans pour autant avoir le pouvoir économique de ce dernier. Cependant, le transfert de la dette du kolkhoze aux autorités locales confère un rôle important au président de l'exécutif local pour assurer le recouvrement de la dette et lever l'impôt.

Le deuxième président de l'exécutif local de Koï a été nommé par l'*akim* (chef de l'administration du *rajon*) avec le soutien de l'ancien président du kolkhoze pour limiter les conflits. Le nouveau chef de village, Amir, originaire de Koï, avait quitté le kolkhoze depuis de nombreuses années. Après avoir fait des études d'agronomie à Bichkek, il a travaillé à Baetov comme responsable du secteur agricole et a occupé une fonction importante au Parti communiste kirghize au niveau local tout en étant instructeur chez les Komsomols. Après l'indépendance, il n'est plus membre du parti, qui est en déliquescence, mais profite de sa position au sein de l'appareil politico-administratif pour obtenir des prêts bancaires avantageux afin d'acheter, en 1993, un combinat d'engrais chimiques³⁴ avec quelques partenaires.

Rapidement, dans un secteur qui demande un approvisionnement régulier en produits importés et face à l'effondrement des structures collectives qui n'assurent plus de débouchés, son entreprise privée s'avère non rentable. Amir envisage alors de retourner dans son village natal, où il a reçu sa quote-part de terres, confiée en fermage à un membre de sa famille.

L'*akim* lui propose de devenir président de l'exécutif local de Koï. Il dispose d'un important réseau de "ressources administratives"³⁵, essentiellement issues du précédent système, pour réorienter ses choix professionnels. Sa femme, également originaire de Koï, est médecin et se voit proposer la direction de la toute nouvelle maternité du village. Contrairement au premier président de l'exécutif local, Amir n'a pas pu s'appuyer sur un capital familial important pour concentrer suffisamment de terres. De plus, absent du village au moment de l'attribution des baux, il n'a pas eu accès aux terres du *Gosfond* pour constituer une exploitation agricole³⁶. Il se cantonne à ses activités de chef de village tout en sachant que la maîtrise du pouvoir économique lui fait défaut, élément incontournable dans la nouvelle société kirghize post-soviétique. Son précédent échec d'entrepreneur l'amène à attendre une évolution plus favorable de sa situation. Sa petite exploitation agricole ne lui apporte pas de vrais profits et nécessiterait un regroupement de terres ou la maîtrise de ressources plus importantes pour dégager le surplus nécessaire à la constitution d'une force économique significative au village.

Son rôle d'*ayıl ökmötü* consiste à gérer la dette du village, à lever l'impôt, à contrôler les baux du *Gosfond*, à surveiller la distribution de l'eau, à organiser la conscription, tenir l'état civil et s'occuper des questions sociales (retraite, aide aux familles nombreuses, pensions d'invalidité etc.), mais aussi à payer les salariés de l'école, de la poste et de la maternité. Il est le représentant du pouvoir central au niveau local. Son action s'appuie sur une légitimité locale reconnue par le pouvoir central, qui nomme systématiquement des individus originaires du village qu'ils sont appelés à administrer. Cependant, les réformes successives des pouvoirs locaux, promulguées sous la pression des organisations internationales³⁷, ont entraîné un changement radical dans la vie politique locale et tendent à dissocier légitimités administrative et politique. En décembre 2001 ont eu lieu les premières élections des *ayıl ökmötü*. Désormais, ces derniers ne sont plus nommés mais élus pour un mandat de quatre ans. Même si, dans la plupart des cas, le candidat de l'administration du *rajon*³⁸ a été élu, les discussions sur les élections à Koï laissent entrevoir la naissance de nouveaux rapports politiques dans la vie rurale au Kirghizstan.

Amir, nommé par l'administration, s'est présenté comme le candidat officiel du *akim* d'Aktalaa. Il a été élu avec 65 % des suffrages face à un véritable candidat d'opposition. Les candidats ont mené campagne afin de mobiliser les villageois dans un processus politique jusqu'alors inédit. La campagne a donné corps à l'apparition d'une nouvelle forme de conflit au village. Amir, président sortant, représente en quelque sorte l'ordre social et la continuité du système. Son influence et sa position au sein de l'appa-

reil administratif local lui confèrent une légitimité extérieure. Il s'appuie en outre sur un réseau familial important, où l'on retrouve la valorisation de l'appartenance à un lignage [*uruk*]. Il appartient, comme l'ancien directeur du kolkhoze, aux *Kaydulat*, un groupe lignager englobé dans une structure identitaire lignagère plus large [*uruu*], les *Sayak*, dont le poids politique est prédominant dans l'oblast de Naryn³⁹. Cependant, il ne faut pas accorder un rôle trop grand à la solidarité lignagère dans la distribution du pouvoir local car d'autres formes de solidarité élargie entrent en compte, comme l'alliance matrimoniale [*kuda*], l'amitié [*tamir*] et l'entente [*intimak*]⁴⁰.

L'ancien président du kolkhoze a publiquement soutenu Amir car l'*ayil ökmötü* joue un rôle important dans la gestion de ressources naturelles déterminantes (terres et eau) encore détenues par l'État kirghize. L'ancien *bash-karma* a donc besoin d'une alliance étroite avec le président du conseil face aux autres prétendants au pouvoir villageois. Dans une société peu monétarisée, les agriculteurs-éleveurs payent les impôts en nature (en blé) au moment des récoltes. L'*ayil ökmötü* est donc particulièrement investi dans l'activité agricole pour satisfaire les exigences du pouvoir central. Amir a par exemple loué au cours de l'été 2002 des moissonneuses-batteuses allemandes à une société de Bichkek afin d'assurer une récolte indispensable pour payer l'impôt et éponger la dette du village. Il est donc un élément du réseau de pouvoir de l'ancien président du kolkhoze, qui s'impose encore aujourd'hui comme la figure principale du village, bien que le kolkhoze ait disparu. En outre, même si l'État kirghize prône le désengagement du secteur économique, les fonctions pratiques de l'*ayil ökmötü*, dans une zone de haute montagne où les terres irriguées sont rares, démontrent qu'il continue à jouer un rôle prépondérant dans la vie agricole du village.

Parce que les activités agraires prennent de plus en plus le pas sur l'élevage, son pouvoir se matérialise par la répartition des baux et par le contrôle du *suvachi* (irrigateur) qui s'occupe de l'irrigation des terres agricoles et des petits lopins de terres.

Dans ce dessein, l'*ayil ökmötü* s'appuie sur le conseil de village [*ayil kengesh*], composé de seize conseillers, représentants d'unités spatiales [*aymak*]⁴¹. Les organes autonomes de pouvoir ont largement été élaborés sur les structures du système soviétique : un conseil de femmes (11 membres) qui gère les questions de mœurs et de planning familial ; un conseil des jeunes (9 membres), qui s'occupe de l'organisation des festivités et des activités sportives ; un conseil des vétérans (13 membres) ; un conseil chargé de la résolution des conflits (13 membres). Les présidents sont nommés par l'*ayil ökmötü* et ces divers conseils se réunissent en fonction des nécessités. L'*ayil ökmötü* ne peut pas s'appuyer uniquement sur une légitimité extérieure octroyée par l'*akim*. Les autorités locales reposent donc sur un maillage complexe de relations interpersonnelles dans lequel la parenté constitue un élément important de la légitimité s'exprimant à travers la composition du conseil. Ainsi, deux frères de l'*ayil ökmötü* y siègent et son *uruu Kaydulat* est

sur-représenté. Mais comme le confie Amir, l'alliance est tout aussi déterminante : « Mon *uruu* n'a pas joué un rôle important dans mon élection car dans la vie quotidienne, ce qui compte, ce sont les gens avec qui l'on vit, ce qui est important ce sont les alliés [*kuda*], mes beaux-frères ou mes belles-sœurs ». La construction de la solidarité et de la légitimité dans la vie politique locale au Kirghizstan ne peut donc s'expliquer uniquement à partir des appartenances tribales comme l'avancent certains auteurs⁴² mais s'enracinent dans un maillage complexe de relations fondées sur la parenté, l'alliance [*kuda*] et l'amitié [*tamir*]. Dans le village de Koï, le lignage *Kaydulat* joue un rôle important, comme en témoigne la composition du conseil, mais c'est avant tout le rattachement à l'identité *Sayak* qui semble prépondérante dans l'affirmation idéologique d'une légitimité et qui recoupe une situation régionale dominée par ce groupe d'appartenance. L'*ayil ökmötü* dispose ainsi d'un pouvoir relatif et s'intègre dans la sphère d'influence politique de l'homme fort du village : l'ancien président du kolkhoze qui détient le pouvoir économique que l'*ayil ökmötü* n'a pas.

Ruslan : l'homme fort du village

L'une des figures centrales du pouvoir, dans le village de Koï, est l'ancien président du kolkhoze, Ruslan, qui est aussi député à l'Assemblée régionale de Naryn et directeur de l'exploitation forestière au niveau régional. Il conjugue donc des responsabilités politiques et administratives importantes. Sa position de fonctionnaire lui confère le contrôle d'une ressource clé, l'exploitation de la forêt, et montre qu'il dispose d'un capital social important en dehors du village. Il est par ailleurs devenu le premier fermier privé du village par la taille de son exploitation (superficie des terres, troupeau, moyens de production). Il contrôle également les deux moulins du village, deux moissonneuses-batteuses, des tracteurs, des camions, des bergeries et vend du carburant. Il ne gère pas directement les activités de son exploitation : de nombreux ex-kolkhoziens travaillent pour lui ou en sont fortement dépendants car ils utilisent ses tracteurs, ses moissonneuses et transforment les céréales dans ses moulins. Cette situation lui permet de construire une clientèle politique solide.

Le pouvoir de Ruslan s'illustre à la période estivale sur les pâturages situés autour du lac Song-Köl. Ruslan y dispose de nombreuses yourtes regroupant différentes familles nucléaires [*tütün*], ce qui illustre la puissance de son groupe familial. L'été est un moment où le pouvoir se met en scène grâce aux réceptions et aux activités qui se déroulent à ce moment. Ruslan ne se rend pas sur le lac pour y travailler mais pour se reposer et recevoir. Son campement de yourtes, établi sur la rive sud du lac, fait office de lieu de réunion où se rendent les habitants de Koï. L'estivage [*jayloo*] devient alors un lieu du politique d'où l'*ayil ökmötü* est absent. C'est d'ailleurs Ruslan qui reçoit au nom de la communauté, comme au cours de l'été 2001, lorsque l'ancien président

de la Fédération de Russie, Boris Eltsine, s'est rendu au Song-Köl en compagnie du président A. Akaev et du gouverneur de Naryn, A. Salymbekov. Fréquenter les estivages est l'illustration actuelle d'un statut social qui fait l'objet d'une mise en scène à travers les yourtes et l'organisation de toute une série de jeux (courses de chevaux, etc.). Le Song-Köl n'est pas seulement un lieu de production, c'est aussi un lieu de délibérations et d'échanges où les nouvelles figures du pouvoir de la société kirghize post-soviétique offrent des prestations ostentatoires d'apparat et de prestige. C'est aussi un espace d'échanges avec les autres villages venant des quatre points cardinaux du lac. Si la puissance de Ruslan se manifeste clairement sur les estivages, sa présence est relativement discrète dans la vie quotidienne du village car ses activités professionnelles et politiques le conduisent à être très souvent absent de Koï. Cependant, d'autres personnes veulent elles aussi s'imposer dans ce nouveau paysage social.

Bek : le retour au village d'un nouvel entrepreneur

Ruslan se voit contesté dans le village par un nouveau type d'entrepreneur qui ne faisait pas partie du paysage social à l'époque soviétique. Bek était fonctionnaire au ministère de la Justice jusqu'à l'indépendance et la loi sur le démembrement des kolkhozes. Né dans le kolkhoze de Koï, il concentre, grâce à sa quote-part, trois hectares de terre avec sa part, celle de son père, celles de sa femme et de ses enfants. Après avoir démissionné de sa fonction de juge dans l'*oblast'* de Tchouï, il décide de rentrer au village pour se lancer dans l'exploitation agricole. En tant que frère aîné, il réunit autour de lui les forces familiales (père, frères et beaux-frères) pour démarrer une nouvelle activité. Au moment de la privatisation, il a un capital personnel⁴³ qui lui permet de monter une petite entreprise avec du matériel qu'il a racheté en grande partie au kolkhoze. Il entre rapidement en conflit avec l'*ayıl ökmötü* et le président du kolkhoze qui sont eux aussi candidats à l'appropriation des ressources du village. Il veut obtenir vingt-cinq hectares de terres irriguées que les autorités locales lui refusent. Il mobilise alors ses connaissances du milieu judiciaire, obtient gain de cause et se voit céder un bail pour des terres irriguées du *Gosfond*. Ses relations constituent ainsi un capital social fondamental qui lui permet d'accéder aux marchés et aux autorisations nécessaires pour écouler sa production (viande, laine, blé, pommes de terre etc.)

Malgré sa réussite économique, il veut conquérir une influence politique. C'est ainsi qu'il se présente aux premières élections municipales libres contre l'*ayıl ökmötü* sortant. Ce premier combat politique est une lutte indirecte contre Ruslan. Même si Bek dispose d'un capital familial local, il n'a pas en sa possession un réseau spécifique, ni au village ni dans l'administration du *rajon*. Il refuse d'ailleurs l'idée que l'alignement politique repose sur les appartenances traditionnelles [*uruu-uruk*] et souhaite l'émergence de véritables partis politiques ayant des programmes. Il se dit par exemple prêt à

devenir membre du parti qui est en train d'être créé par la fille du président Akaev.

Il faut souligner que, contrairement à un grand nombre d'habitants du village, Bek n'est pas *Sayak* et se déclare *Munduz* ; il rejette cependant ce type d'identification comme « des choses d'un autre temps ». Il n'a ni fonction administrative ni fonction politique dans les structures de l'État mais s'appuie considérablement sur le réseau de connaissances qu'il a constitué, essentiellement à l'époque soviétique, lorsqu'il était juge d'instruction. Il passe au-dessus du local, fait référence aux relations qu'il entretient avec l'appareil d'État kirghize et avec le gouverneur de l'oblast⁴⁴. Au-delà de son activité agricole, Bek est un commerçant qui a la capacité de sortir du contexte local en ayant accès à d'autres espaces (la vallée de Ferghana et Bichkek). Il dispose de moyens de transport de qualité et de carburant et se déplace fréquemment à Bichkek et à Och. La mobilité est un élément important caractérisant un haut statut social dans une société où le racket routier est un frein énorme au développement des échanges⁴⁵. L'entreprise de Bek, familiale au départ, emploie maintenant plus de vingt travailleurs qui, selon lui, sont salariés alors que d'autres villageois sont rémunérés en nature. Sa ferme est un lieu permanent d'activités qui dépasse la simple activité agricole. Bek a un comportement paternaliste car non seulement il rétribue ses salariés mais leur assure aussi protection et avantages (accès à certains biens de consommation, récompenses, etc.). Au moment des élections, il a par exemple offert des réfrigérateurs à ses employés.

Bek est devenu l'un des principaux employeurs de main d'œuvre. Il participe aussi à l'organisation de jeux équestres sur les estivages en donnant des prix lui permettant d'affirmer son influence au sein de l'espace local. En échange, les employés doivent s'impliquer dans l'aventure du nouveau patron qui entretient une clientèle. Il y a donc introduction de rapports clientélistes, qui donnent naissance à de nouvelles relations politiques dans la société kirghize. Bek souhaite une privatisation radicale des ressources pour permettre le développement de grandes propriétés. Sa position quant à l'évolution du statut de la terre est l'illustration d'une forme naissante de rapport sociaux dans la société kirghize.

Kuban : l'ancien kolkhozien, un notable sans pouvoir

Pour finir, il faut évoquer une figure du pouvoir qui s'inscrit à la fois dans le prolongement de l'ordre soviétique et dans le retour de la tradition familiale. Kuban, berger et éleveur de chevaux, a travaillé tout au long de sa vie au sein du kolkhoze. Son enracinement s'explique aussi par le fait qu'il ne maîtrise pas la langue russe alors que les autres figures du pouvoir que nous avons présentées la maîtrisent. Le *chaban* (berger) incarnait un modèle à l'époque soviétique. On peut en reconnaître les traces sur la photo qui le présente, avec ses décorations, dans les locaux du conseil du village et de l'école. Une rue, depuis peu, porte le nom de son père, lui aussi gardien de chevaux.

Kuban incarne une certaine continuité avec l'ordre social précédent où sa compétence, dans un système qui valorisait l'élevage, lui octroyait un prestige social certain. D'un point de vue symbolique, l'élevage (de moutons ou de chevaux) est étroitement associé à l'identité kirghize et le pouvoir actuel l'a abusivement utilisé comme marqueur pour définir la nouvelle "kirghizité". Le cheval est au centre de cet imaginaire national qui se caractérise par la renaissance des jeux équestres et l'augmentation du nombre de sacrifices de chevaux lors des rites de passage (circoncision, mariage).

Après la fermeture du kolkhoze, Kuban a continué son activité de berger, bon gré mal gré, en dehors de toute structure collective, et s'est replié sur ses forces familiales. C'est un patriarce qui vit entouré de ses trois fils, ses deux belles-filles et de sa femme pour développer une économie de type domestique. Il incarne l'un des modes d'adaptation les plus répandus face à la nouvelle situation économique-sociale. Contrairement aux autres figures que nous avons évoquées précédemment, il perpétue un modèle économique centré sur l'élevage et ne peut pas développer une activité agricole assez importante pour sortir d'une production d'autosubsistance. Kuban est donc dépendant de ceux qui détiennent les nouveaux pouvoirs politique et économique. Son activité ne lui permet pas véritablement de dégager un surplus qui pourrait servir comme base d'expansion. Par ailleurs, il ne dispose d'aucun capital nécessaire pour accroître la commercialisation, contracter des crédits et développer d'autres types de stratégies qui lui permettraient de sortir des rapports de dépendance qui lui sont imposés au niveau local. Kuban séjourne plus de quatre mois à temps complet sur les pâturages d'altitude avec son bétail et sa famille. Sa présence au Song-Köl est un moment intense de travail lié aux activités d'élevage : les pâturages d'été sont donc pour lui avant tout un outil de travail, contrairement à Bek ou Ruslan qui s'y rendent par intermittence et dans une perspective plus politique.

La principale richesse de Kuban est son troupeau, qui augmente peu à peu. Il est propriétaire d'une soixantaine de moutons⁴⁶, de quelques chèvres et de vaches, et développe particulièrement l'élevage de juments pour la production de lait. Depuis plusieurs années, une grande entreprise kirghize, Shoro, qui commercialise des produits laitiers, a créé une antenne sur les pâturages estivaux afin de collecter et d'acheter le koumis, célèbre lait fermenté de jument, aux éleveurs. Auparavant, la consommation du koumis était réservée à la famille ou aux hôtes et il ne pouvait en aucune manière être vendu. Il est désormais commercialisé car les citoyens l'apprécient pour ses qualités énergisantes et thérapeutiques. Sa vente octroie à Kuban une certaine ouverture sur le marché, mais il reste confiné dans son rôle de producteur. Par ailleurs, il éprouve de grandes difficultés à accéder à des marchés pour vendre moutons, viande, laine ou chevaux car il ne dispose pas de moyens de transport et de relations qui lui faciliteraient l'obtention de l'autorisation nécessaire aux transports et à la vente. Son âge (63 ans) lui confère une certaine respectabilité au niveau local mais constitue un handicap dans une

société qui évolue. Son autoritarisme empêche ses fils d'envisager d'autres stratégies afin de développer différemment leur exploitation familiale.

L'économie domestique patriarcale, qui renvoie à un type traditionnel de production, était largement en voie de disparition dans la société kirghize à l'époque soviétique. La spécialisation du travail dans les kolkhozes et le développement de la scolarisation avaient permis l'autonomisation et la diversification des activités au sein d'une même cellule familiale. Il semble que le processus actuellement engagé tende au contraire à favoriser des logiques familiales d'exploitation. Ainsi, le pouvoir local s'appuie sur des individus comme Kuban qui incarnent l'autorité et le respect de l'ordre social kirghize. Cela lui donne une position sociale solide au niveau local, teintée d'un certain prestige. Kuban remédie également à l'absence de relations à l'extérieur en créant des relations de parenté fictive. En effet, pendant l'été, de nombreux "enfants du pays" vivant à Bichkek mais originaires de la région viennent sur le lac pour se reposer. Kuban y a rencontré Dildosh, qui incarne le "nouveau" Kirghize. Ce dernier est né dans le village voisin de Kurtka avant de partir à Bichkek pour faire ses études. Il a ensuite travaillé à Baetov puis pour la prestigieuse entreprise d'État qui exploite la mine d'or de Kazarman. Il occupe désormais un poste de direction dans l'entreprise Kīrgīz Altīn, basée à Bichkek. Même si Dildosh a deux soeurs qui vivent au village, il ne dispose plus d'un capital familial assez important depuis la mort de ses parents. Dans une société où l'enracinement local est primordial, Dildosh tente de légitimer sa présence à travers sa relation avec Kuban. Il se comporte à la manière d'un généreux notable en redistribuant ses richesses sous formes de cadeaux (motos, argent) lors des jeux équestres qui se déroulent à la période estivale sur le Song-Köl.

Les différentes figures du pouvoir mentionnées ici rivalisent de prestige à travers ces dons. Lorsque Dildosh se rend sur le Song-Köl, il séjourne désormais chez Kuban, qui le considère comme son fils. En créant cette parenté fictive, les deux protagonistes mobilisent une ressource culturelle afin de sortir d'un déficit social réciproque indispensable pour s'intégrer dans la société kirghize. Ils tirent profit de cette relation car elle renforce le prestige de Dildosh. Celui-ci y trouve un enracinement local indispensable à sa stratégie de bienfaiteur, sponsorisant non seulement des jeux équestres mais également la construction d'un monument érigé à la mémoire de Taylak baatır⁴⁷. La relation donne à Kuban la possibilité de sortir de son enclavement local, elle lui garantit une nouvelle ouverture sur l'extérieur afin de s'adapter aux changements de la société kirghize. Lorsque l'hiver approche et que les activités agricoles se font rares, les fils de Kuban partent pour la capitale travailler dans le bâtiment et Dildosh fait office d'intermédiaire indispensable pour leur trouver du travail et un logement dans la capitale.

La naissance de nouveaux rapports sociaux

Le début de la transition a été décisif dans la répartition des richesses au sein de l'espace rural. Les individus ayant des positions fortes dans le système social précédent ont pu s'approprier les ressources indispensables pour se lancer dans l'exploitation privée. Cette répartition ne s'est pas organisée uniquement à l'intérieur du kolkhoze, car la loi sur le démembrement a provoqué le retour d'individus travaillant dans d'autres secteurs d'activités et à l'extérieur du village. Cette loi a donc largement favorisé le retour dans l'espace rural.

Dans une région de haute montagne où l'appropriation de la terre est un élément clé de l'économie libéralisée, les décisions qui ont été prises dans les premières années de l'indépendance déterminent les caractéristiques des acteurs qui ont eu un pouvoir économique au niveau local. Amir a tenté l'expérience de la privatisation même s'il a obtenu des terres dans son kolkhoze natal. Après son échec, il n'a pu concentrer ses terres avec sa famille ni en prendre en location auprès du *Gosfond*, deux éléments déterminants pour créer une activité agricole rentable à Koï. La concentration du capital familial sous forme de main d'oeuvre a également permis de constituer de véritables entreprises. Une base familiale solide au sein du village paraît donc déterminante pour se lancer dans l'exploitation privée comme l'on fait Ruslan, Bek et Melis. Ainsi, au moment du démembrement du kolkhoze, les positions sociales occupées à l'intérieur du village (le président du kolkhoze, le premier *ayıl ökmötü*) ou la capacité à solliciter des réseaux de connaissances dans l'administration se révèlent être des éléments déterminants pour bénéficier de la distribution des terres ou du rachat des moyens de production.

L'usage des pâturages d'été n'a pas fait l'objet de conflit. Conformément au code foncier, ils ne peuvent être privatisés et sont gérés par les autorités locales. Dans le village de Koï, les pâturages ont été loués par les kolkhoziens qui ont pu maintenir leur activité d'élevage. Si tous ont bénéficié d'une partie du troupeau du kolkhoze, peu de villageois vivent aujourd'hui, dix ans après, uniquement de l'élevage. Ne pas pouvoir accéder aux pâturages indique toutefois la position sociale que l'on occupe dans la nouvelle société villageoise. Les plus démunis n'y ont plus un accès direct. Si le pâturage estival demeure un lieu de production lié à l'élevage, il devient de plus en plus un lieu du politique puisqu'on peut y multiplier les échanges (économiques, sociaux, politiques) avec l'extérieur. Le village reste cependant à l'écart⁴⁸ des contacts qui se sont matérialisés à travers les visites officielles, les réceptions, le développement du commerce du koumis et l'apparition récente du tourisme, favorisée par une ONG suisse. Tous ces éléments engendrent de nouveaux échanges mais aussi de nouveaux revenus auxquels les villageois les plus démunis ne peuvent pas accéder.

À ce titre, les deux principales figures du pouvoir que nous avons rencontrées à Koï seraient favorables à la privatisation des pâturages. Kuban, lui, est farouchement opposé à cette éventualité. Ces prises de positions symbolisent un rapport différent à l'espace naturel et illustrent une nouvelle vision de l'espace social, dans lequel les nouvelles figures s'imposeraient comme détenteurs du pouvoir politique et économique. Ces formes de conflits se sont traduites par la polarisation de la vie politique locale à travers les premières élections libres de 2001. Après plus de dix ans d'indépendance, les acteurs tendent à changer et, surtout, les formes des rapports sociaux qui caractérisaient la vie du kolkhoze prennent un sens radicalement nouveau à travers la naissance d'un village au sein duquel apparaissent des groupes ayant des intérêts et des stratégies divergents, ainsi que des nouvelles formes de domination sociale.

Les nouvelles figures du pouvoir local s'appuient à la fois sur une solide base familiale locale tout en étant capables de mobiliser un réseau de relations dans les institutions de l'État, qui jouent encore un rôle capital dans la vie économique et sociale. À ce jeu, deux figures principales se dégagent (Ruslan et Bek), qui s'affrontent pour le contrôle des ressources (terre, eau). Ruslan concentre un pouvoir administratif et politique dans lequel l'*ayıl ökmötü* (Amir) est un élément de son influence. Son rôle est important dans la distribution des terres sous formes de baux et dans la répartition de l'eau (nomination du *suvashi*) pour l'irrigation des champs et des lopins de terre ainsi qu'en tant que relais du pouvoir pour lever l'impôt en nature (blé). Son opposant, Bek, n'a pas accès au pouvoir politique local mais a joué d'autres cartes : une famille étendue et la mobilisation de ses réseaux extérieurs. Cette situation limitant le développement de ses activités économiques en plein essor, il s'est présenté aux élections locales. Le pouvoir politique continue donc de jouer un rôle central dans la gestion des ressources économiques. Malgré le poids de son groupe familial, il occupe une position d'*outsider* politique dans l'espace local car il n'incarne pas la norme sociale locale en vigueur. Il faut ainsi noter que l'on assiste à une autonomisation de l'économie par rapport au pouvoir politique local.

Deux figures de pouvoir sont donc en étroite concurrence pour le contrôle et l'appropriation des terres et de l'eau. L'absence de privatisation permet une souplesse, une négociation, des arbitrages, une circulation éventuelle du pouvoir économique. Cette option a certainement empêché de voir apparaître de grands propriétaires salariant en nombre d'anciens kolkhoziens. Pour le moment, le statut foncier demeure juridiquement flou mais la loi de 2001 et la privatisation restent relatives car une grande superficie des terres se trouve toujours sous l'autorité de l'État et des collectivités locales, qui n'ont pas le droit de vendre mais peuvent louer. Cependant, au moment où le moratoire quinquennal (voté en 1999) sur la privatisation des terres agricoles arrive à son terme, le Parlement kirghize va à nouveau en débattre. La levée du moratoire aurait forcément des conséquences rapides sur l'organisation

de l'espace rural. Les deux figures du pouvoir (Ruslan et Bek) dégagées dans le cas de Koï resteront probablement les acteurs principaux de la seconde phase de privatisation du secteur agricole kirghize. Même s'ils s'affrontent actuellement sur l'appropriation des ressources, ils sont favorables à la poursuite de la privatisation, persuadés d'en être les premiers bénéficiaires.

La législation limite officiellement la taille d'une exploitation à trente hectares de pâturages et vingt hectares de terre⁴⁹ mais certaines pratiques sociales favoriseront des regroupements économiques à forte coloration familiale, qui pourront alors constituer de grandes exploitations agricoles détournant *de facto* la loi actuelle. Cette loi s'oppose à la volonté des acteurs économiques émergeant dans l'espace rural, qui souhaiteraient agrandir leurs exploitations à l'intérieur du territoire du village mais envisageraient éventuellement la création d'exploitations dépassant le territoire de l'ancien kolkhoze.

Enfin, le désengagement de l'État kirghize dans l'agriculture se poursuit et se matérialise par la multiplication d'ONG qui se substituent aux compétences de l'État. Amir, l'*ayıl ökmötü*, est par exemple à l'origine de la création d'une ONG⁵⁰ dont le président est un natif du village sans responsabilité politique. Cette ONG permet de capter les capitaux nécessaires à la réparation des canaux d'irrigation et à la construction de réservoirs d'eau que l'État kirghize ne finance plus. On assiste ainsi à un déplacement du pouvoir : même si, dans sa forme actuelle, cette ONG reste très liée aux personnes influentes du village (*ayıl ökmötü, suvashi, Ruslan*)⁵¹, la privatisation d'une activité essentielle comme le contrôle de l'eau risque de modifier considérablement les rapports de dépendance. Dans le Kirghizstan actuel, le rapport au politique reste donc prégnant pour l'appropriation des ressources naturelles locales. Cependant, la figure de Bek montre une certaine autonomisation de l'économique au niveau local, même si les relations politico-administratives sont toujours fondamentales pour développer certaines activités. Sa volonté d'entrer dans l'arène politique locale en constitue un exemple. Les premières élections locales, symbolisées par une polarisation du village, entraînent alors le développement d'un clientélisme politique.

À travers cette étude de cas, nous avons pu cerner certains processus sociaux qui affectent la société rurale kirghize post-soviétique. D'un point de vue économique, on assiste à un net recul de l'élevage, qui ne s'inscrit plus dans une économie planifiée, au profit de l'agriculture. L'effondrement des marchés (de laine et de viande) a conduit à la nécessité de renouveler et de diversifier la composition du bétail (chèvres, chevaux, chameaux). L'élevage demeure une activité importante dans l'espace rural mais ne constitue plus la principale source de revenus. Le kolkhoze de Koï a été particulièrement pénalisé parce qu'il est situé loin des routes et des axes d'échanges, ce qui ne permet pas aux habitants de créer un marché informel le long des axes routiers comme cela se voit à de nombreux autres endroits en Asie centrale. Au village, le développement de l'agriculture entraîne une augmentation des conflits concernant le partage des terres irriguées et le contrôle de l'eau. La société kirghize, majo-

ritairement rurale, doit faire face à ce changement radical alors qu'elle ne dispose que d'un tiers d'hectare de terre cultivable et un quart d'hectare de terre irriguée par habitant⁵², avec une très forte disparité entre le Nord et le Sud. D'un point de vue politique, la naissance des pouvoirs locaux entraîne une polarisation des rapports liée à l'éclatement du kolkhoze et à la naissance de plusieurs acteurs économiques qui souhaitent maîtriser le contrôle des terres et de l'eau. Au-delà du désengagement de l'État, l'évolution de la vie politique locale de Koï laisse présager des changements profonds à venir. Les stratégies des figures locales du pouvoir, qui imbriquent étroitement des dimensions sociales, économiques et politiques, en sont le témoignage. Cette tendance met donc en valeur des changements importants dans l'orientation de l'économie, la mise en place de nouveaux rapports économiques, sociaux et politiques dans la société kirghize post-soviétique.

Boris PÉTRIC, *Laboratoire d'anthropologie
des institutions et des organisations sociales (CNRS)*
bpetric@msh-paris.fr

Svetlana JACQUESSON, *Institut français d'études
sur l'Asie centrale (Tachkent)*
svetlana.jacquesson@wanadoo.fr

Jean-François GOSSIAUX, *EHESS Laboratoire d'anthropologie
des institutions et des organisations sociales (CNRS)*

André BOURGEOT, *Laboratoire d'anthropologie sociale (CNRS)*

RÉSUMÉ

Cet article s'interroge sur l'émergence de nouveaux pouvoirs locaux au Kirghizstan, une république réputée pour avoir appliqué une "thérapie de choc" contribuant à la libéralisation de l'économie rurale. Après plus de dix années de "transition", quels sont les processus sociaux qui affectent la société rurale kirghize post-soviétique ; assiste-t-on à l'émergence de nouvelles figures du pouvoir au niveau local, à la naissance de nouveaux rapports sociaux ? Comment la naissance de ces pouvoirs locaux entraîne-t-elle une polarisation des rapports liée à l'éclatement du kolkhoze et à la naissance de plusieurs acteurs économiques qui souhaitent maîtriser le contrôle des terres et de l'eau ?

Mots-clés. Pouvoirs locaux, élevage, Kirghizstan, transition économique, Naryn, transhumants, bail foncier, agriculture, ONG, village, kolkhoze.

ABSTRACT

The emergence of new local powers from the remains of a Kyrgyz kolkhoz (Naryn area).

This article studies the emergence of new local powers in Kyrgyzstan, notorious for its “shock therapy” which has contributed to the liberalization of the rural economy. After ten years of transition later, what kind of social processes affect the post-soviet Kyrgyz rural society? Are some new political figures and social links emerging? In which way these new local powers lead to a polarization connected to the kolkhoz break-up and to the emergence of several economic actors trying to control the lands and water?

Key-words. Local powers, stock breeding, Kyrgyzstan, economic transition, Naryn, transhumants, land lease, agriculture, NGO, village, kolkhoz.

NOTES

-
- 1 POMFRET R., ANDERSON K., « Economie Development Strategies in Central Asia since 1991 », *Asian Studies Review*, vol. 25, n° 2, juin 2001, pp. 185-200.
 - 2 Le consensus de Washington est décrit par Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie en 2001, comme cette période historique de la fin des années 1980 qui aboutit, dans les “pays du Sud”, à la mise en place d'une économie ultra-libérale par les élites américaines et les institutions internationales (Banque mondiale, FMI) dont les sièges se trouvent à Washington. Cette politique a souvent eu des conséquences catastrophiques pour les sociétés en question. STIGLITZ J. E., *La grande désillusion*, Paris, Fayard, 2002.
 - 3 À l'époque soviétique, 62 % de la population kirghize étaient rattachés à la vie kolkhozienne. ABAZOV R., « Policy of economic transition in Kirghizstan », *Central Asian Survey* n° 18(2), 1999, pp. 197-223.
 - 4 Ce travail repose sur un projet de recherche collectif financé par le CNRS et le ministère de la recherche (ACI) « Nomadisme, identité, ethnicité : espace et pouvoirs locaux (Russie, Kirghizstan, Niger, Mauritanie) », placé sous la direction d'André Bourgeot. Il nous faut remercier deux chercheurs kirghizes, Amantour Japarov et Rouslan Maratbek, pour leur contribution pendant les missions (2001, 2002) qui ont permis le recueil des informations que nous présentons ici.
 - 5 Les noms du kolkhoze et de tous les informateurs ont été volontairement changés pour des questions de confidentialité.
 - 6 ABAZOV R., *op. cit.*
 - 7 POMFRET R., ANDERSON K., *Consequences of creating a market economy : evidence from household surveys in Central Asia*, Chetelnkam, United Kingdom, 2003.
 - 8 JACQUESSON S., « Au cœur du Tian Chan : histoire et devenir de la transhumance au Kirghizstan », *Cahiers d'Asie centrale*, Édisud- IFEAC, n° 11-12, 2003, pp. 203-244 ; ŽAPAROV A. Z., *Tradicionnoe skotovodstvo i social'naâ organizaciâ u kirgizov*, Bichkek, Institut Istorii, 2002.

- 9 ABRAMZON S. M., «Formy rodoplemennoj organizacii u kočevnikov Srednej Azii» in *Trudy Instituta Ètnografii*, Moscou, vol.14, 1951, pp.132-156.
- 10 RIMSKY-KORSAKOFF S. D., «Soviet Dungan Kolkhozes in the Kirghiz SSR and the Kazakh SSR», *Oriental Monograph Series* n° 25, ANU, Canberra, 1979. Il s'agit là de la seule monographie occidentale consacrée à un kolkhoze kirghize à l'époque soviétique.
- 11 Acronyme signifiant "Tovarišestvo po sovместnoj obrabotke zemli" (Association pour le travail en commun de la terre).
- 12 Il faut cependant préciser que, si ces groupes se définissaient par la présence majoritaire d'un lignage sur un espace défini, il était très fréquent que des individus "sans mémoire lignagère" et en situation de dépendance sociale et économique vis-à-vis du lignage dominant vivent également sur cet espace.
- 13 BOUCHET B., «Tribus d'autrefois, kolkhozes d'aujourd'hui», *Revue d'études du monde musulman et méditerranéen*, n° 59-60, 1999, pp. 55-70.
- 14 Entre 1928 et 1931, la population kirghize a été touchée par une "dékoulakisation" dont les premières victimes ont été les chefs traditionnels [*manap*]. Ils ont été déportés en Ukraine et en Sibérie ou ont fui vers la Chine et l'Afghanistan.
- 15 Pour une description anthropologique plus détaillée du kolkhoze soviétique, HUMPHREY C, *Karl Marx Collective: Economy, society and religion in a Siberian collective farm*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.
- 16 «Ob èkonomičeskom položenii strany. Koncepcii perehoda k reguliruemoj rynočnoj èkonomike», *Sovetskaâ Kirgiziâ*, 21 octobre 1990.
- 17 «Ob obših načalah razgosudarstvenii, privatizacii i predprinimatel'stva respubliky Kyrgyzstan» [Sur les principes généraux de la désétatisation, de la privatisation et de la liberté d'entreprise dans la République du Kirghizstan], loi du 20 décembre 1991. Pour les lois citées *infra*, voir *Sbornik zakonov, reguliruiših processov reformirovaniâ v agrarnom sektore*, Bichkek, Ministerstvo sel'skogo i vodnogo hozâjstva Kirgizskoj respubliky, 2000.
- 18 AKAEV A., *O strategii social'no-èkonomičeskogo razvitiâ Kirgizskoj respubliky i neotložnyh dejstvij*, Bichkek, 1993.
- 19 Cf. loi du 4 mars 1992.
- 20 «O merah po dal'nejšemu soveršenstvovaniû mestnogo samoupravleniâ v Kirgizskoj respublikе», loi du 24 octobre 1996.
- 21 «Mestnoe samoupravlenie i mestnaâ gosudarstvennaâ administraciâ v Respublike Kirgizstan» (n° 678-XII, 794-XII, 985- XII, 1087- XII, 1550- XII, n° 10), loi du 19 décembre 1991.
- 22 KOZUBEKOV T., *Mestnoe samoupravlenie v Kirgizskoj respublikе*, Bichkek, Gos. Universitet, 1998.
- 23 La Douma russe a en effet adopté une loi similaire quelques mois auparavant et a nommé les nouveaux pouvoirs locaux de la même manière.
- 24 Cf. loi du 30 mars 2000.
- 25 «Les mots du pouvoir: sens et non-sens de la rhétorique internationale», *Les nouveaux Cahiers de l'IUED*, Genève, n° 13, 2002, 212 p.
- 26 On retrouve souvent des *partorg* (responsables de l'idéologie au sein du kolkhoze), des premiers secrétaires de *sel'sovet*, etc.

- 27 Il est important de signaler que ce barde local a vécu au XIX^e siècle, comme la plupart des personnages remis à l'ordre du jour par le nouveau pouvoir politique kirghize.
- 28 Articles parus en 1995-1996 dans *Ayıl turmushu* ("La vie villageoise"), journal hebdomadaire régional d'Aktalaa.
- 29 Équivalente à 0,5 hectare par personne.
- 30 30 000 moutons en 1990, 13 000 en 1995.
- 31 On peut signaler que les moissonneuses-batteuses ont été vendues sous le contrôle de l'*Ayıl ökmötü* à cinq individus qu'il avait choisis lui-même et qui se sont engagés à les louer aux autres membres du village ayant des activités céréalières.
- 32 Entretien réalisé par Boris Pétric le 23 septembre 2002.
- 33 La région de Naryn est rurale à 82 %. Voir *Itogi pervoj nacional'noj perepisi naseleniâ kyrgyzskoj Respubliki 1999 g., Kniga III (seriâ R), Narinskââ oblast',* Bichkek, Nacional'nyj statisticeskij komitet Kirgizskoj respubliky, 2001.
- 34 Les conditions d'achat restent relativement obscures.
- 35 Il est d'usage courant, dans l'espace post-soviétique, de qualifier cette forme de capital social de "ressources administratives".
- 36 Ses deux enfants sont trop jeunes pour être mobilisés dans l'exploitation familiale et l'un d'eux est scolarisé à Bichkek. Ses deux frères et ses beaux-frères ont eu des activités au sein de l'appareil soviétique en dehors du secteur agricole (instituteur, directeur d'école, etc.), ce qui ne permet pas le regroupement des terres et les compétences nécessaires à la constitution d'une exploitation agricole.
- 37 Plusieurs organisations internationales et ONG ont consacré des programmes importants à la mise en place de la décentralisation (PNUD, Union européenne, USAID, etc.).
- 38 D'après les résultats consultés auprès de la commission électorale du *rajon* d'Aktalaa, 42 des 43 *ayıl ökmötü* présentés par l'administration ont gagné les élections. Cependant, dans tous les villages, il y a eu une polarisation avec l'affrontement d'un candidat "officiel" contre de véritables candidats d'opposition. Dans l'immédiat, cet affrontement nouveau n'a pas été porteur d'alternance politique mais sera cependant générateur, à terme, de nouvelles pratiques au sein de l'espace rural.
- 39 Le gouverneur de l'oblast, A. Salymbekov, est un Sayak.
- 40 ABRAMZON S. M., *Kirgizi i ih ètnogenetičeskie i istoriko-kul'turnye svâzi*, Leningrad, Nauka, 1971.
- 41 Dans le village de Koï, il y a six *aymak*. Ce terme a un sens polysémique dans l'histoire des populations turco-mongoles et sert à définir un espace circonscrit.
- 42 ELeBAYEVA A., OMURALIEV N., ABazOV R., «The Shifting identities and Loyalties in Kyrgyzstan: the evidence from the field», *Nationalities Papers*, vol. 28, n° 2, 2000, pp. 343-350.
- 43 Il reconnaît que ce capital s'est constitué sur la base d'activités plus ou moins licites.
- 44 Dans son salon, Bek a accroché une photo sur laquelle on le voit posant à côté du gouverneur de Naryn.
- 45 À l'époque soviétique, les kolkhoziens avaient la possibilité de voyager grâce aux réseaux d'autobus qui reliaient quotidiennement Aktalaa, Baetov et Naryn.

- 46 La race mérinos a été complètement abandonnée au profit d'une race locale [kīr-gīz koy].
- 47 Chef local qui a combattu le khan de Kokand au XIX^e siècle.
- 48 Certains villages situés à proximité de grands axes routiers ont pu créer des marchés informels le long des routes. Les habitants du village de Koï particulièrement éloigné des axes routiers n'ont pas pu adopter cette stratégie.
- 49 BLOCH C. P., « Land Reform in Kirghizstan : Almost Done, What Next ? » *Problem of Post-communism*, vol. 49, n° 1, janvier 2002.
- 50 On retrouve ce phénomène dans de nombreux endroits au Kyrgyzstan. Ces ONG ont souvent un budget supérieur au budget municipal et donnent ainsi un pouvoir important au président de l'ONG.
- 51 Dans le village voisin de Kurtka, une ONG similaire a été créée. Elle finance la réparation des canaux d'irrigation et le Président se comporte comme un opposant au pouvoir sortant. L'émergence de ce nouveau pouvoir entraîne de fortes tensions au sein du village.
- 52 « The Kyrgyz Republic Agricultural Sector », *Policy Review*, World Bank, Washington, février 1998.